



**Trois hommes et une femme, soupçonnés d'avoir pris part à l'organisation de départs pour la Syrie afin d'y mener le djihad, ont été mis en examen par la justice française et trois ont été écroués, a-t-on appris aujourd'hui de source judiciaire. Les quatre personnes ont été mises en examen notamment pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste, financement du terrorisme, escroquerie, faux et usage de faux, a précisé cette source.**

La femme interpellée, âgée de 21 ans, et qui a été placée en détention provisoire, est soupçonnée avec son compagnon d'avoir organisé un système de faux crédit à la consommation dans le but de financer le djihad, selon une source proche de l'enquête. L'un des trois hommes arrêtés en début de semaine dans la région parisienne, âgé de 27 ans, a été placé en détention provisoire. Un deuxième suspect, âgé de 28 ans, a demandé à comparaître plus tard devant le juge chargé de statuer sur sa détention ou sa liberté, mais il a été incarcéré dans l'immédiat. Le troisième homme, âgé de 26 ans, a été placé sous contrôle judiciaire.

Le groupe est soupçonné d'avoir organisé **des entraînements dans la région parisienne** et certains étaient en relation avec des « facilitateurs », ces Français présents en Syrie dont les services de renseignement pensent qu'ils organisent l'arrivée de leurs compatriotes et leur affectation vers les zones de combat. Une partie des membres du groupe était en lien avec le **Front Al-Nosra**, groupe djihadiste affilié à al Qaïda en lutte contre le régime de Bachar el-Assad. Selon des sources proches du dossier, les enquêteurs s'intéressent notamment à leurs contacts avec un homme originaire de Lyon (centre-est), actuellement en Syrie où il est parfois présenté comme un « émir » des Français partis y combattre.

Cet homme apparaît, selon ces sources, dans plusieurs procédures, comme celle des lycéens de Toulouse (sud-ouest) mis en examen en janvier après un court périple en Syrie en janvier ou celle du groupe d'une dizaine de jeunes de Strasbourg (est) dont au moins deux, des frères, sont morts dans des combats. Plusieurs centaines de Français sont partis ou ambitionnent de se rendre en Syrie pour y combattre les forces de Bachar el-Assad dans les rangs djihadistes. Il s'agit d'un sujet de préoccupation majeur des services antiterroristes français et une quarantaine de procédures judiciaires sont en cours.